

Bruxelles, le 10 juillet 2012

## ***EurAc demande à l'Union Européenne d'exiger du Rwanda de mettre fin immédiatement à son implication dans le conflit à l'Est de la RDC***

Le Réseau Européen pour l'Afrique Centrale (EurAc) et ses ONG membres ont à plusieurs reprises fustigé l'implication du Rwanda dans l'alimentation et le maintien de l'insécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), en appuyant des groupes armés. Ces dénonciations viennent encore une fois d'être corroborées par le rapport annuel du Comité des sanctions de l'ONU sur la RDC. Le groupe d'experts de l'ONU affirme que le gouvernement rwandais fournit « *assistance directe à la création du M23 en facilitant le transport des armes et des troupes à travers le territoire rwandais* », soutient et protège le général Bosco Ntaganda, actuellement recherché par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre.

Non seulement le Rwanda recrute des éléments démobilisés des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) rapatriés au Rwanda, mais son soutien au M23 donne plus de temps à ces rebelles rwandais de se réorganiser alors qu'ils étaient fragilisés par les opérations de l'armée régulière (FARDC) et la mission onusienne (MONUSCO). Ces actes du Rwanda s'opposent au droit international et sont à la base de plusieurs crimes de guerre et crimes contre l'humanité sur le territoire congolais et contribuent à la déstabilisation de la région des Grands Lacs.

Jusque là, la communauté internationale en général et l'Union européenne en particulier ont toujours basé leurs stratégies relatives à la stabilisation de l'Est de la RDC sur un postulat volontariste selon lequel la RDC et le Rwanda veulent la paix et, en conséquence, devraient travailler ensemble pour cette fin. Le problème n'est pas un manque de dialogue entre la RDC et le Rwanda, mais plutôt l'absence d'une volonté politique. Le groupe d'experts de l'ONU montre l'existence d'un agenda caché de Kigali qui fait toujours retomber l'Est de la RDC dans la guerre après la signature des accords. Un tel comportement du Rwanda devrait remettre en question sa crédibilité dans ses relations avec l'UE dont, jusque là, la réaction au rapport du groupe d'experts de l'ONU reste faible.

EurAc estime que tout dialogue ou toute nouvelle action militaire conjointe entre le Rwanda et la RDC resteront improductifs du moment qu'il n'y a pas de réelle volonté politique du Rwanda qui ne peut être obtenue que par un positionnement ferme de la part de la communauté internationale en général et de l'UE en particulier.

Pour ces raisons, EurAc demande à l'Union Européenne et à ses Etats membres de :

1. Prendre une **position forte en dénonçant** l'appui du Rwanda aux rebelles du M23 et sa protection au général Bosco Ntaganda ;
2. Exiger du gouvernement rwandais **de mettre fin immédiatement** et sans condition à cet appui au M23 et à d'autres groupes armés à l'Est de la RDC ;
3. Revoir sa **stratégie sécuritaire sur l'Est de la RDC** dans laquelle le Rwanda ne devrait plus être considéré comme un acteur pacifique voulant promouvoir la paix à l'Est de la RDC et user de la pression et des sanctions pour le contraindre au respect du droit international ;
4. **Prendre des sanctions** contre les officiels rwandais cités dans le rapport de l'ONU dont : le ministre de la Défense, le général James Kabarebe ; le chef d'état-major, le général Charles Kayonga ; et les généraux Jack Nziza, Emmanuel Ruvusha et Alexis Kagame ;
5. Mettre en place des mécanismes afin de s'assurer que **l'aide budgétaire et militaire** octroyée au gouvernement rwandais ne soit pas utilisée pour le soutien aux groupes rebelles et à la déstabilisation de la région des Grands Lacs ;
6. Soutenir efficacement la RDC dans la restauration de l'autorité de l'Etat à travers tout son territoire et en particulier à l'Est du pays, notamment dans le cadre de **la réforme du secteur de la sécurité** (armée, police, justice) ;
7. S'opposer à la **candidature du Rwanda** pour un siège non permanent **au Conseil de sécurité**, siège qui risquerait d'accroître son influence qui jusque là n'a pas été positive dans les efforts de pacification de l'Est de la RDC.

**Pour plus d'informations contacter :**

**Donatella Rostagno**

**Secrétaire Exécutif a.i. d'EurAc**

**Tél : +32 2 213 04 00**

**e-mail : [donatella.rostagno@eurac-network.org](mailto:donatella.rostagno@eurac-network.org)**

**[www.eurac-network.org](http://www.eurac-network.org)**